

L'agriculture est ma vie, elle assure la survivance de ma famille: c'est notre passion. Si vous mangez, vous devez vous préoccuper de notre avenir, car de notre avenir dépend votre propre survivance.

A mon avis, monsieur l'Orateur, cela résume vraiment la crise que vit le monde agricole.

**M. Whelan:** Et comprend bien des inexactitudes aussi.

**M. Mazankowski:** Le ministre des Finances (M. MacEachen) nous dit qu'il y a là bien des inexactitudes. Il lui reste, cependant, à prouver qu'il a raison. Le ministre parle de bien des inexactitudes: qu'il les démontre. Le fait est que les agriculteurs n'ont pas l'habitude d'écrire des lettres. Ils en écrivent seulement quand la situation devient désespérée.

Vous et moi savons, monsieur l'Orateur, comment les prix du grain se sont comportés au cours de la dernière année. J'ai choisi au hasard le prix d'un grain et d'une oléagineuse. Le 19 janvier 1981, le prix du blé d'exportation était de \$270 la tonne. En décembre, il était tombé à \$218 la tonne.

**M. Evans:** C'est la faute du gouvernement?

**M. Mazankowski:** Non, je ne fais que le signaler. Je ne blâme pas le gouvernement. Le gouvernement exerce un certain contrôle sur les coûts de production, il n'en a aucun sur le marché international. Mais je vais entrer dans les détails et faire des propositions, si le secrétaire parlementaire veut bien patienter.

● (1250)

Je m'efforce simplement de faire voir la chose dans la bonne perspective. L'orge, qui se vendait \$187 la tonne en janvier 1981, ne se vendait plus que \$120 la tonne en décembre dernier. Je pourrais fournir des quantités d'autres exemples. La même observation vaut également pour les prix du porc.

Puisque nous traitons de la production du bœuf, je signale à la Chambre qu'un éleveur de ma circonscription perd en moyenne \$80 par bête qu'il engraisse. S'il a perdu également \$80 par bête en 1981, il n'en avait perdu que \$67 par bête en 1980. Au contraire, en 1969 il avait gagné environ \$68 par tête. Les éleveurs ont bien du mal à faire face à la croissance constante de leur déficit.

Nous savons que des faillites se produisent actuellement. On en a enregistré officiellement plus de 260. En réalité, pour chaque agriculteur qui fait ainsi faillite, il y en a probablement une dizaine qui déposent leur bilan de leur plein gré ou qui abandonnent la partie.

Le budget actuel est une véritable trahison dans le cas de l'agriculture. Le gouvernement a tellement affaibli le programme des obligations pour l'expansion de la petite entreprise qu'il n'est plus d'aucune utilité ni pour les petits entrepreneurs ni pour les agriculteurs. Je ne connais pas un seul individu qui ait fait une demande au titre de l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise sans être dans une situation désespérée, sans avoir de graves problèmes financiers. Si le gouvernement ne peut gérer efficacement ce programme, qu'il le supprime parce qu'il suscite de faux espoirs. Cette mesure avait été proposée par notre parti, lorsqu'il était au pouvoir, pour aider les agriculteurs et les chefs de petites entreprises.

### *Société Canagrex—Loi*

L'allocation pour les coûts d'immobilisations pose, elle aussi, des problèmes. Il est plutôt ironique—et cela m'attriste—que le ministre de l'Agriculture ait autorisé cette mesure parce que l'allocation pour les coûts d'immobilisations a une influence directe sur le cœur industriel de l'Ontario, le secteur de l'automobile et de la machinerie. M. Walter Tilden, président de la société Tilden Rent-A-Car Co., a déclaré qu'il en coûterait aux sociétés de location de voiture la vente de quelque 40,000 automobiles.

Le gouvernement n'a rien fait pour aider les agriculteurs. Il a retiré toutes les dispositions d'aide contenues dans le budget précédent. Comme l'a dit mon collègue le député d'Elgin (M. Wise), la Société du crédit agricole se borne à donner l'illusion que le gouvernement intervient. Cette mesure n'aidera absolument pas les agriculteurs dans l'immédiat.

**M. Whelan:** Ne voulez-vous pas de secteur privé?

**M. Mazankowski:** Si. Les agriculteurs . . .

**M. Whelan:** Ils se sont occupés des banques, c'est certain.

**M. Mazankowski:** Les agriculteurs ont besoin d'aide maintenant.

**M. Epp:** Quel gouvernement a la haute main sur les banques?

**M. Whelan:** Pardon?

**M. Epp:** Quel gouvernement a la haute main sur les banques?

**M. Whelan:** Elles ont prêté l'argent, mais c'était pour la frime.

**M. Mazankowski:** Le ministre reproche aux banques d'imposer des taux d'intérêt élevés. Et la Société du crédit agricole? Elle fait payer environ 16.75 p. 100 d'intérêts, ce qui est passablement élevé. Pourquoi le ministre ne ramène-t-il pas les taux d'intérêt à un niveau raisonnable et tolérable? Le ministre a son mot à dire.

**M. Whelan:** C'est 6 p. 100 en-deçà du taux de prêt habituel.

**M. Mazankowski:** Parfait. Mais c'est encore trop pour les agriculteurs qui sont dans le besoin.

**M. Whelan:** Vous réclamez l'intervention du gouvernement.

**M. Mazankowski:** Je veux que l'on utilise les obligations des petites entreprises.

**M. Whelan:** Vous réclamez l'intervention du gouvernement.

**M. Mazankowski:** Je veux que le gouvernement utilise les obligations des petites entreprises pour aider les agriculteurs.

**M. Whelan:** C'est la tâche de la Société du crédit agricole.

**M. Mazankowski:** C'est le gouvernement qui a fixé le taux d'intérêt. Il y a un autre programme qui a suscité de faux espoirs, le Programme d'aide à l'entretien des troupeaux. Les obligations des petites entreprises apporteraient l'aide nécessaire aux éleveurs qui ont actuellement des difficultés financières pour se tirer d'affaire. On a mobilisé trois cent cinquante millions de dollars pour des secteurs dans certaines régions. Que reproche le gouvernement à l'agriculture?